



© XAVIER SCHWEBEL / SDCF



DEUX ANS DE PROGRAMME COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES... OÙ EN SOMMES-NOUS ?

communautes-resilientes.org

Initié en 2021, le programme Communautés Résilientes (CoRe) rassemble un collectif de 23 partenaires de 18 pays pour construire ensemble et défendre une vision de la transition écologique juste. Coordonné par le Secours Catholique-Caritas France, le programme est cofinancé à 58% par l'Agence française de développement et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement. Néanmoins, les idées et les opinions présentées ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD



DES RAISONS D'ESPÉRER FACE AUX IMPACTS D'UNE SEULE CRISE MULTIFORME :

« Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature. »

Pape François, Laudato Si

Depuis le début du programme CoRe, le quotidien de chacun et chacune, membre des organisations partenaires ou des communautés accompagnées, a

été rythmé par des constantes menaces sur la survie et le bien-être des personnes accompagnées, et de leur territoire. **L'accélération et l'intensification des phénomènes climatiques** de sécheresse, d'inondations et leur ampleur impactent directement et durablement la production et les récoltes (par exemple en zone sahélienne, au Bangladesh et au Brésil). **L'inflation des prix** des denrées alimentaires pour les populations locales accroît encore l'insécurité alimentaire des populations déjà confrontées à la pauvreté. La fragilité des territoires d'intervention

est également liée à **l'instabilité économique et aux conflits politiques** sur place. Celle-ci a pu remettre en cause la **sécurité des équipes travaillant dans le cadre du programme** pour la mise en place des activités (Colombie, Palestine, Bangladesh, Sahel) entraînant certaines adaptations dans les déplacements voire en imposant directement des changements de territoires d'intervention. Dans certains cas, le personnel d'organisations partenaires, travaillant particulièrement sur la défense des territoires des populations autochtones, a été menacé et a également dû être déplacé.

Ces évolutions de contexte ne sont que l'illustration de ce pour quoi a été mis en place ce programme. Elles ne font que confirmer qu'il n'y a pas plusieurs crises sociales, économiques, environnementales isolées... mais bien une **unique crise complexe**. Celle-ci menace la survie et le bien-être de chacun et chacune, où que nous soyons, mais cette crise vient aussi encore précariser des populations déjà fragilisées par un contexte économique et politique souvent indifférent à leur sort. Face à cette crise multidimensionnelle, la réponse ne pourra être que collective, pour faire émerger la mise en commun des forces, des expériences, des cosmogonies plus désireuses de lendemains plus justes pour tous et toutes.

Des raisons d'espérer sont venues ponctuer ces deux premières années de mise en place du programme CoRe. Plusieurs changements de gouvernement au Brésil et en Colombie autorisent de

nouveaux espoirs par la mise en place d'une série de réformes structurelles comme c'est le cas en Colombie ou des orientations politiques en matière d'environnement, par exemple avec la création d'un ministère consacré aux peuples autochtones au Brésil. Au Brésil encore, le travail collectif de plaidoyer des peuples autochtones contre la mise en place d'une loi menaçant leur accès à leurs territoires a permis une victoire juridique décisive auprès de la Cour suprême, bien que ce combat ne soit pas à ce jour achevé. Ailleurs, certains États décident aussi **d'explorer d'autres futurs possibles**, en renforçant les budgets traduisant une meilleure reconnaissance de l'agroécologie comme au Sénégal, par l'organisation de forums entre OSC et producteurs pour partager savoir-faire et connaissances en matière de production agricole au Togo ou encore en favorisant la mise en place de plans nationaux de réduction des émissions dans le cadre des accords climatiques internationaux comme c'est le cas au Bangladesh. Les acteurs et actrices de ce collectif se saisissent de ces opportunités pour agir, chacun et chacune depuis leurs contextes, à l'émergence de sociétés plus justes et fraternelles, **entre êtres humains et avec le reste du vivant**.



ACTEURS ET COMMUNAUTÉS AU CENTRE DU PROCESSUS : PARTIR DE NOS EXPÉRIENCES RESPECTIVES ET AGIR DEPUIS LES TERRITOIRES

«L'urgence est là : il faut une révolution fraternelle, participative et mondiale. Que les pays se donnent la main et regardent dans la même direction : sauver la planète tout en tendant vers l'équité et la justice. Au sein du programme CoRe, nous pensons que cela est possible et doit nécessairement passer par une implication des communautés à toutes les étapes du processus. Il y a un proverbe chez nous

qui dit : "Tout ce que tu fais pour moi sans moi, tu le fais contre moi." Il faut écouter les communautés les plus pauvres et réfléchir avec elles.»

Moussa Sawa, chargé de programme à la CADEV Niger, partenaire du programme.

Dans les différents pays impliqués, les partenaires s'attellent à expérimenter des réponses concrètes à la crise socio-



© ELODIE PERRIOT / SCCF

environnementale. Face à l'ampleur du défi, il s'agit de réfléchir d'abord à partir des connaissances et expériences de chacun et chacune. Au plus près des populations vulnérables, le collectif de ce programme CoRe prend le parti de se mobiliser ensemble, en **renforçant le pouvoir d'agir de chacun et chacune**. Dans chacune des régions du programme, les partenaires accompagnent les populations, actrices de cette transition écologique juste sur leurs territoires. D'abord par la mise en place et l'expérimentation ou le soutien à des systèmes agroécologiques productifs et dignes, qui permettent **d'assurer à la fois la sécurité alimentaire des**

personnes, mais aussi le respect et la protection du vivant. En Afrique de l'Ouest, en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est, le programme a permis de mobiliser et renforcer les acteurs locaux sur leurs **connaissances et compétences en agroécologie**, afin de renforcer la **sécurité alimentaire** des populations.

385 sessions d'information et de formation ont par exemple permis durant cette période de **former et sensibiliser** les communautés locales au Bangladesh, en Palestine, dans la zone sahéenne et en Amérique latine à une gestion durable des ressources naturelles tout

ENJEUX ET RÉUSSITES DES PARTENAIRES À ÉCHELLE LOCALE

LE VILLAGE DE TERRA PRETA AU BRÉSIL est une terre autochtone déjà démarquée et homologuée par le gouvernement, mais menacée par des fermes alentours qui défrichent la forêt pour l'élevage extensif de buffles. Le partenaire CIMI (Conseil indigéniste missionnaire) et le Peuple Mura ont obtenu de l'État la mise en place d'une formation aux techniques agroécologiques. 28 techniciens agricoles du peuple Mura sont désormais diplômés et engagés dans le développement d'un système agricole forestier. *« Nous avons actuellement un système agroforestier dans le village et on travaille sur la création d'une coopérative pour inciter les gens à produire leur propre nourriture sans dépendre des produits provenant des villes. (...) Avec notre coopérative, nous voulons montrer à l'administration municipale que nous sommes capables de développer nos propres projets comme techniciens indigènes. (...) Les acteurs de l'agrobusiness, les éleveurs et les gros propriétaires terriens veulent l'installation d'une mine de potassium sur nos terres pour produire des fertilisants. Ils ne comprennent pas que ce qui n'est pas cher aujourd'hui, dans le futur, leur coûtera beaucoup. »* témoigne Jonison Fonseca, jeune leader du village de Terra Preta.

AU TOGO, la méthode des champs-école emporte l'adhésion et le changement de comportement par la démonstration. Après un diagnostic participatif identifiant les principales difficultés que rencontrent les producteurs et productrices dans leurs zones respectives, ces champs-école permettent aux partenaires de démontrer une série de bonnes pratiques de production agroécologique, répondant aux besoins des producteurs et productrices.

Par exemple, des formations sur le compostage direct en champs, qui ont rencontré un vif intérêt auprès notamment des femmes productrices. Celles-ci disposent souvent de moindres moyens par rapport à leurs confrères masculins, et les engrais chimiques sont de plus en plus coûteux dans la zone. En plus de cette participation formelle, ces méthodes se disséminent aussi de manière informelle, par la participation de curieux au niveau de leurs propres exploitations. Les producteurs et productrices qui ont adopté ces pratiques agroécologiques ont constaté **l'augmentation de leur production**.

AU BANGLADESH, on note les exemples de Mme Nemola et Mme Debika. Pour Mme Nemola, ses revenus de travailleuse journalière ne lui permettaient pas d'assumer les frais d'éducation de ses quatre enfants à charge, malgré un petit terrain familial. En rejoignant le groupe d'agricultrices du programme dans son village, celle-ci a pu prendre part à plusieurs formations d'agroécologie et avoir accès à un soutien pour progressivement prendre en main son terrain en créant des parcelles diversifiées de légumes. Son exploitation répond à présent non seulement aux besoins nutritionnels quotidiens de sa famille, mais a permis d'augmenter les revenus du foyer en vendant les surplus sur les marchés locaux.

ENJEUX ET RÉUSSITES DES PARTENAIRES À ÉCHELLE LOCALE

AU PÉROU, mobiliser les autorités locales pour défendre les droits des peuples autochtones.

Le Centre amazonien d'anthropologie et d'application pratique (CAAAP) apporte un appui aux organisations de peuples autochtones pour le renforcement des communautés locales. C'est dans ce cadre que le partenaire local s'est employé au soutien des communautés San José de Panamá y Umanavanti et l'organisation locale CECONSEC pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer auprès des autorités municipales. Celle-ci visait l'instauration d'un bureau dédié aux affaires des peuples autochtones, nécessaire à une meilleure prise en compte et défense de leurs droits. L'engagement des autorités municipales sur ce point a été obtenu, allant jusqu'à l'affectation de ressources et le recrutement d'un directeur pour ce bureau. Cette réalisation locale illustre l'impact du renforcement des acteurs locaux mais aussi des décideurs pour le dialogue et la sensibilisation de sujets-clés pour la transition écologique juste des territoires.

DANS LE SUD DU SÉNÉGAL, des communautés qui s'organisent :

Le partenaire Caritas Kaolack mobilise à la fois les habitants et habitantes et les institutions locales de trois communes pour la mise en place d'un système de collecte et de tri des déchets, dans une perspective de lutte contre l'insalubrité. Ce travail passe d'abord par une mobilisation de tous les acteurs : pour cela, le partenaire accompagne la mise en place d'un cadre de concertation structuré autour de la gestion des déchets mobilisant associations, organisations de jeunes ou de femmes. D'autre part, il s'agit d'informer et sensibiliser les équipes municipales. C'est l'exemple de la restitution visualisée par une cartographie de la situation de référence de l'insalubrité, qui a suscité un déclic auprès des acteurs·trices comme le rapporte le partenaire : « Cette carte ne reflète pas la réalité de la commune de Wack-Ngouna, car nous n'avons pas autant de dépôts d'ordures » a déclaré un des agents du service d'hygiène de la commune lors d'une séance de pré-validation. Cette réaction a motivé le partage de photos matérialisant les différents points cartographiés, afin de convaincre de l'état de la situation. Les élus se sont ainsi accordés pour définir en urgence des stratégies adaptées afin de procéder à l'éradication de ces dépôts avec l'implication des organisations communautaires et le partenaire.

« (...) le plaidoyer local est indispensable pour la gestion des déchets. Le niveau de volonté politique est un facteur très important pour voir des améliorations dans ce secteur et il est donc essentiel de convaincre les décideurs. » Gertrude Rodriguez, responsable d'animation Caritas Kaolack, partenaire du programme.

en cherchant un mode de vie digne et en répondant aux besoins immédiats des populations. Mais les résultats obtenus dépassent souvent le périmètre de l'action en essaimant sur les territoires. En démontrant de façon directe ou indirecte auprès des producteurs et productrices les intérêts de ces méthodes, ces activités permettent de soutenir des processus de changement de comportement là où un changement de mode de culture peut répondre aux menaces climatiques.

Pour garantir la souveraineté alimentaire de ces populations, **l'accès aux ressources et à la terre**, il importe également de mobiliser les populations pour une gestion collective des territoires. En Amérique latine et en Asie, cette question se pose avec une acuité particulière pour les peuples autochtones. Ces dynamiques impulsées ou accompagnées partent de la confiance et des initiatives des individus, qui s'organisent collectivement pour défendre une vision de société, et protéger leur cadre de vie. **389 sensibilisations ou formations sur les droits et la gestion démocratique des territoires et des ressources** ont été réalisées ou soutenues dans le cadre de CoRe.

Ce sont ces expériences qui importent pour construire un futur désirable pour tous et toutes. Et c'est à partir de ces expériences de vie et ces récits de changement qu'il est possible de construire un récit collectif porteur d'espoir.

Au total durant ces deux premières années de programme, ce sont **21 projets qui ont été mis en place** (2 projets au Bangladesh, 8 en Amérique latine, 5 en Afrique de l'ouest, 1 en Palestine, un projet d'échange entre les équipes régionales françaises du SCCF et les partenaires internationaux, et 4 dynamiques régionales). On compte **115 652 personnes dont 70 234 femmes** qui se sont impliquées, formées ou ont été soutenues par le programme.



© XAVIER SCHWIBEL / SCCF

LA FORCE DU PROGRAMME : CONSTRUIRE ET PENSER ENSEMBLE UNE VISION COMMUNE

AGIR ET APPRENDRE ENSEMBLE : **LES DYNAMIQUES RÉGIONALES POUR** **LE CROISEMENT DES EXPÉRIENCES.**

La multiplicité des défis rencontrés, leur imbrication, impliquent de proposer des solutions collectives. À partir des expériences accompagnées, observées, vécues, les partenaires se mobilisent. À une échelle régionale d'abord, les acteurs de ce programme se rassemblent en collectif régionaux pour échanger sur leurs expériences, se renforcer mutuellement, et **faire émerger du commun**.

5 rencontres régionales ont eu lieu durant cette période : deux en Amérique latine, deux au Sahel et une en Asie du Sud-Est. En Amérique latine, le collectif s'est attaché à travailler sur les biens communs, et sur la façon dont les communautés accompagnées gèrent et protègent ces biens, engendrant des changements significatifs dans l'autonomie des agroécosystèmes de gestion familiale. Elles proposent ainsi d'autres manières de cohabiter avec leur environnement et d'appréhender

les ressources de leurs territoires. Au Sahel, la dynamique régionale permet de croiser techniques agroécologiques et expérimentations locales dans un contexte particulièrement exposé aux risques d'insécurité alimentaire.

Entre régions également, les espaces proposés durant ces premières années permettent aux membres du programme de se rencontrer, d'échanger savoir-faire et expériences et de dégager peu à peu du commun entre des contextes géographiques différents mais aux défis similaires. À titre d'exemple, un webinaire global organisé par les partenaires du Sahel sur les semences paysannes a rassemblé 36 acteurs, partenaires du programme et membres de réseaux amis, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine autour de la question des semences paysannes. Ces espaces sont autant d'occasions de reconnaître les défis et les enjeux communs entre partenaires de différentes régions du monde. À l'occasion du 10^e Forum social panamazonien (FOSPA), deux partenaires du Niger et du Togo se sont rendus au forum avec les partenaires latinoaméricains pour un échange sur l'accès à l'eau et sur la promotion de la souveraineté alimentaire en milieu semi-aride.

**COPRODUIRE DES SAVOIRS :
UNE DÉMARCHE D'APPRENTISSAGE
COLLECTIF ENTRE ACTEURS DE LA
RECHERCHE ET ACTEURS DE TERRAIN.**
**L'échange et la construction commune
de savoirs** est un élément déterminant de ce programme. Pour animer une réflexion autour de la transition écologique juste, le programme est accompagné par **deux**

ZOOM SUR...

La rencontre régionale de la dynamique « Transition Écologique Juste en milieu rural » réunissait en octobre 2022 quatre partenaires du Vietnam, Bangladesh, Birmanie et Inde. La création de cet espace a permis à ces partenaires du SCCF de se rencontrer pour la première fois, et d'échanger pratiques et visions de leur travail respectif. Les quatre partenaires travaillent en zone rurale sur l'accès aux droits fonciers des populations autochtones ainsi que sur des thématiques d'agroécologie. En explorant les synergies potentielles entre eux mais aussi avec les réseaux existants sur cette thématique (auxquels ils appartiennent ou non), cette dynamique tend à créer une culture commune autour des droits fonciers des peuples autochtones et des questions liées à la gestion des terres et des ressources naturelles. Une réflexion commune a été engagée avec les partenaires concernant le plaidoyer mené par/ pour les groupes autochtones dans un contexte démocratique limité et législatif défavorable à ces communautés (et à leurs droits fonciers).

ZOOM SUR...

En août 2023, un échange thématique au Brésil sur les semences a permis de réunir techniciens et techniciennes d'organisations partenaires et paysans et paysannes brésiliens, péruviens et colombiens à l'occasion d'une foire municipale de semences paysannes. Cet espace a permis aux participant·es de dialoguer sur les efforts de participation et de valorisation par les organisations du travail des paysans et paysannes dans la préservation de l'agrobiodiversité. Les dialogues de paysan·ne à paysan·ne, lors des visites de terrain, ont surmonté la barrière de la langue et se sont avérés très fluides, permettant une reconnaissance mutuelle comme gardiens et gardiennes de l'agrobiodiversité. Ce type d'espace et de rencontres permet progressivement l'articulation des expériences et des savoirs aussi bien au niveau des populations que des organisations de terrain partenaires et une montée progressive vers une échelle plus globale du CORE et de la construction d'une vision commune.



© MIMORENO

partenaires de recherche, le GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) et le CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local). Durant cette période, un premier projet de recherche-action a été mis en place, portant sur **les liens entre agroécologie, emploi et sécurité alimentaire des populations**. Réalisé sur trois terrains différents (Bolivie, Brésil et Sénégal), en collaboration entre partenaires locaux et l'institut Agro Paris Tech, ce travail permettra de comparer et croiser les résultats obtenus et de servir de support à un atelier de réflexion conjoint entre acteurs de la recherche et partenaires de terrain du programme. À celui-ci s'ajoute un travail de réflexion avec les partenaires (Bangladesh, Bolivie et Sahel), animé par l'Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de Développement (l'IRAM) sur **l'agro écologisation des territoires**.

Avec l'accompagnement du CIEDEL, ce sont six capitalisations (au Sénégal, Burkina Faso, Palestine, Inde et Bolivie) des expériences de partenaires et de communautés qui sont en cours. L'intérêt de ces capitalisations est double : d'une part, il renforce les organisations partenaires et les populations prenant part au processus. En réfléchissant aux expériences vécues, les participant·es à la capitalisation nomment et prennent conscience de leurs savoir-faire en tant que collectif. D'autre part, ces différents processus permettent de faire émerger des questions et des éléments-clés de la Transition Écologique Juste pour contribuer à la construction



d'une vision commune. Ce sont autant de travaux permettant **de croiser différentes approches de la transition et de construire progressivement une vision commune entre partenaires de recherche et de terrain**. Si l'articulation finale de tous ces travaux et thématiques reste à faire, les prémices d'une réflexion autour du plaidoyer sont amorcées dans les différents espaces de rencontre du programme.

La coconstruction des savoirs se fait également entre partenaires de terrain, par l'échange d'expertises entre organisations. Dans le cadre de la dynamique régionale, les partenaires latino américains ont travaillé ensemble à la réalisation de 8 diagnostics sur chacun de leur territoire d'intervention concernant la **gestion et**

protection des biens communs au sein des communautés choisies (eau, semences paysannes, forêt et terre). Cette recherche-action participative permet d'aborder avec les populations locales le rôle-clé des communautés dans la perception et la relation aux biens communs, mais aussi de définir progressivement des savoirs et un positionnement commun aux organisations partenaires.

AGIR ET CONSTRUIRE ENSEMBLE : LE PARI D'UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

Face à un imaginaire construit sur le profit personnel et la mise en concurrence, le pari est fait que seule l'organisation collective et une gouvernance partagée permettra mieux de faire émerger de **nouvelles manières de faire ensemble**

ZOOM SUR...

L'Assemblée des parties prenantes (APP) rassemble tous les deux ans tous les membres du collectif CoRe. Son ambition est de développer des éléments de vision et des positionnements communs autour de la transition écologique juste, à travers des espaces d'échanges et de débats, alimentés par les réalités de terrain vécues par les différentes parties prenantes. Cette première édition a été un moment-clé d'interconnaissance entre partenaires et de construction du collectif. Par le partage d'expériences locales, l'appropriation des différentes dimensions du programme et les débats, les participant-es ont pu pendant 5 jours renforcer leurs liens malgré les différentes langues parlées, et faire émerger des premiers éléments de vision d'une transition écologique juste, mais aussi de créer du commun sur des aspects plus techniques : pratiques agroécologiques, cartographie et droits fonciers, accompagnement des communautés rurales et urbaines, biens communs, etc.

et de décider ensemble. Durant ces deux premières années, les premiers organes de gouvernance du programme ont été mis en place. Le temps de l'appropriation du processus, de la prise de décision collective et de l'organisation horizontale de CoRe est nécessaire à une meilleure adhésion de tous et toutes.

Un Comité Stratégique a été constitué après un travail expérimental de mise en place de décision partagée et collective. Il est composé de membres permanents, de membres permanents associés, de membres des partenariats de recherche et de membres partenaires représentant chaque région du monde impliquée dans le programme. Ce Comité statuera sur la vision de la transition écologique juste qui sera construite et défendue, en étant nourri à la fois des projets de terrain, des dynamiques régionales mentionnées et des activités de recherche et animation scientifiques mises en place et des résultats des assemblées des parties prenantes.

Au total durant ces deux premières années de programme, ce sont plus de 200 personnes qui se sont rassemblées pour construire ensemble (deux rencontres en Amérique latine, deux rencontres au Sahel, une rencontre en Asie, une rencontre mondiale). Ce sont aussi une dizaine de webinaires ou d'échanges thématiques.

C'est aussi un programme de recherche participatif et comparé sur l'agroécologie. Enfin c'est une gouvernance collective et partagée qui se met en place.



UNE VISION DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE JUSTE SYSTÉMIQUE, DIFFÉRENCIÉE ET DANS UNE PERSPECTIVE LOCAL/GLOBAL

Diversité d'acteurs, ancrage dans les territoires, capacité de mise en réseau, lien entre la France et l'international, gouvernance partagée, sont autant d'atouts sur lesquels le programme CoRe s'appuie pour arriver à une vision qui sera par nature systémique, différenciée et dans une perspective local/global, et surtout partagée par le collectif.

Le processus lors de ces deux premières années s'est avéré riche, foisonnant et

complexe. Les espaces de discussion sont nombreux et dessinent déjà des points de consensus et de dissensus, que le Comité Stratégique, nourri par les travaux de terrain et la voix des acteurs, arbitrera et systématisera lors des deux prochaines années à venir du programme.

Dans les différentes rencontres régionales, réunissant partenaires, communautés, populations autochtones, reviennent deux enjeux majeurs :

Le terme transition, au-delà de son caractère polysémique, donne le sentiment d'un processus doux, progressif, consensuel. Mais au regard de l'urgence, de la « nécessité vitale de bouger »¹ – aucun pays ne vivant dans un espace juste et sûr entre le plancher social et le plafond environnemental –, il s'agit de « changer de paradigme », de transformer les rapports de force, les modes de vie et de consommation, et ceci aux différentes échelles, du local au mondial.

Le terme « transformation » pourrait être donc plus adapté, plus parlant que celui de transition, donnant à voir un processus de changement structurel, de changement intégral, de changement politique qui met tout le monde en mouvement.

Il convient toutefois de bien identifier que ces transformations ne sont pas les mêmes pour tous. Il ne s'agit pas de la transformation, mais des transformations qui seront différentes d'un individu à l'autre, d'un groupe social à l'autre, d'un contexte à l'autre, d'un niveau (local, régional, national, mondial) à l'autre.

**Extrait de débat
du Comité Stratégique de CoRe**

1. Tous les mots en guillemets sont des citations issues de débats ayant eu lieu dans des activités organisées dans le cadre du programme.

Sobriété, connexion au vivant, cosmovision : Dans certaines zones dites du Sud (ou « global majority »), la transition passe par la préservation et la mise en valeur de savoir-faire et savoir-être respectueux du vivant, avec l'enrichissement de nouvelles connaissances. Dans les régions dites du Nord (ou « global minority »²), la transition face à cette crise doit passer par des changements de pratiques plus sobres et plus connectés au vivant.

Savoir-faire des peuples autochtones : la prise de conscience par les peuples autochtones de leur rôle dans la gestion et la protection des ressources de leur milieu permet une nouvelle assurance des communautés et des personnes. Transiter consiste aussi à **restaurer les savoir-faire ancestraux, et les enrichir de nouveaux savoir-faire**. La transition écologique est présente dans les pratiques de nombreuses communautés à travers le monde, et s'exprime dans la résistance de celles-ci (protection des semences paysannes, maintien de techniques agro écologiques...) pour la protection de leur territoire. « *Comme nous prenons soin de la montagne, la montagne prend soin de nous* » nous rappellent les partenaires d'Amérique latine. Les partenaires asiatiques insistent également : « *Il est important de trouver de nouveaux moyens de faire comprendre l'importance des connaissances autochtones pour protéger les terres, les forêts et l'eau. Nous devons apprendre des peuples autochtones pour comprendre les liens entre tous les êtres humains, la nature et les éléments de l'âme.* »

« Les communautés paysannes et autochtones ont un rôle à jouer dans la Transition Écologique Juste. Les agriculteurs nourrissent le monde, prennent soin de la Pachamama, et des semences. C'est là l'essence même de la transition écologique juste. » Sabino Condori, leader paysan du Pérou.

Suite aux différentes rencontres, le socle de valeurs communes demande à être précisé, mais semble s'articuler autour de points communs :

- ▶ La justice, en termes de réduction des inégalités, mais aussi de justice planétaire dans l'optique de ne pas nuire aujourd'hui ni pour les générations futures ;
- ▶ L'équité, que tous les êtres humains aient les mêmes opportunités et un accès partagé aux ressources ;
- ▶ La dignité, permettant aux êtres humains de se réaliser ;
- ▶ La responsabilité, entendue comme responsabilité individuelle et collective, dans la gestion des communs pour ne pas remettre en cause l'habitabilité de notre planète ;
- ▶ L'espérance, croire en la capacité des êtres humains à réaliser la transition écologique juste, condition sine qua non de l'avenir de l'humanité ;

« Il n'y aura pas de justice sociale sans justice environnementale. La justice sociale pour les pauvres peut être atteinte à travers la justice environnementale, parce que les pauvres dépendent de leur environnement naturel pour subsister. »

Tran Thi Lang, SPERI, partenaire du Vietnam.

UNE AMBITION EXIGEANTE QUI SE CONFRONTE À DES DIFFICULTÉS À SURMONTER ENSEMBLE

Cependant, les forces et l'originalité du programme, qui se donne la chance exceptionnelle d'expérimenter ses intuitions, sont nécessairement assortis de points de difficultés et de dissensus.

Avancer ensemble, c'est aussi avancer au rythme de chacun et chacune. **Le pari du collectif n'est pas sans difficultés.** En essayant de se réunir dans une diversité de contextes aussi riches, les points de désaccord sont inévitables.

Pour faire émerger du commun et se constituer en une force de proposition et de solutions, ces rencontres impliquent de nombreux **déplacements polluants, tout en défendant l'importance de la sobriété** de nos modes de vie. Quelle place pour la nécessité d'échanger et de partager pour avancer ensemble dans un contexte de sobriété ?

Les modalités d'action également ne font pas consensus. La perception du vivant et de notre lien à celui-ci varie d'une région, et d'un impératif à l'autre : faut-il défendre une vision intégrale de notre lien à la nature, au risque de devoir se couper de certaines opportunités ? Ou au contraire mettre en valeur dans le cas de certains peuples autochtones, les services rendus à l'environnement, et saisir les mécanismes de comptabilité carbone ?

Comment prendre en compte les rapports de pouvoirs au sein des projets ? Adopter une perspective de genre

est-elle nécessaire ? Alors que pour certains membres du programme, « pas d'agroécologie sans féminisme », d'autres estiment que le travail réalisé est suffisant pour adresser ces inégalités.

La crise climatique et environnementale doit être traitée urgemment, comment gérer la tension entre le temps long d'un collectif et de développement d'une vision, avec des situations de crises immédiates ?

« Quelle échelle pour l'action ? Depuis le départ, la dynamique du programme est politique. Elle adopte un point de vue dans les multiples conflictualités. Le programme, ce n'est pas qu'une vision, c'est un travail d'acteurs. On est de l'ordre d'une praxis. Le programme n'a pas vocation à trouver toutes les solutions pour pouvoir nourrir une vision. Il ne faut pas mettre la barre trop haute. »

Enfin, des chemins de changement se dessinent, formulés lors de la première Assemblée des parties prenantes en juin 2022 :

- ▶ Partir des territoires, des pratiques locales, des mobilisations locales,
- ▶ Valoriser les savoir-faire, en particulier ceux des populations autochtones,
- ▶ Construire des rapports de force pour être en mesure de produire du changement,

- ▶ Développer des narratives positives et des capacités de plaidoyer tant en direction des citoyens et citoyennes que des secteurs économiques et des décideurs politiques.

Durant ces deux premières années de programme CoRe, le collectif structure sa réflexion autour de **quatre grandes thématiques** (agroécologie, gestion des biens communs, peuples autochtones et villes durables et inclusives) et **quatre grands axes de changement** pour une transition écologique juste (le lien avec les territoires et les changements d'échelle, le renforcement du pouvoir d'agir, les savoir-faire et les modifications de rapports de force).

La vie du programme agit comme miroir face aux enjeux de la Transition Écologique Juste, avec des questionnements sur le fonctionnement du collectif, en termes de rapports de force, de rapidité, de radicalité et d'échelles sur les actions et les positionnements. Le collectif expérimente ce qu'il veut défendre, et c'est là une grande richesse.

2. La « global majority » désigne la majeure partie de la population mondiale qui vit dans ce que l'on appelle souvent les « pays en développement » ou le « Sud ». La « minorité mondiale » désigne la plus petite partie de la population mondiale qui vit dans les pays les plus riches, souvent décrits comme « l'Occident » ou « le Nord ». Campbell-Stephens, Rosemary M. (2021). Educational Leadership and the Global Majority : Decolonising Narratives. Springer Nature. London, cité in inclusive language guide, Oxfam, 2023.

PROCHAINES ÉTAPES ET PERSPECTIVES POUR LES DEUX PROCHAINES ANNÉES DU PROGRAMME CORE

Les acteurs continueront de mener à bien leurs actions, leurs expérimentations et les réponses face à la crise socio-environnementale.

Les enjeux pour les années à venir sont précisément de mutualiser et renforcer les apprentissages des acteurs et actrices, de renforcer la mise en réseau et le sentiment d'appartenance au collectif.

À moyen terme, nous aspirons à développer notre visibilité, donner à voir de nouveaux narratifs et multiplier les actions d'influence aux décisions politiques pour accélérer la transition écologique à toutes les échelles.

Un travail sur la construction de la vision de transition écologique juste, et une évaluation relationnelle menée par l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) pour mieux cerner les jeux d'acteurs, et la mise en place du collectif sera mené.

Enfin, une contribution essentielle à la réflexion se fera grâce à l'intégration de nouveaux acteurs sur la problématique des villes durables et inclusives.

secours-catholique.org

PÔLE RESSOURCES INTERNATIONALES

alice.bauchet@secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)

 [Secours Catholique – Caritas France](#)



AVEC LE SOUTIEN DE




**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

